



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 72.463/4
du 19 décembre 2022

advies 72.463/4
van 19 december 2022

sur

over

un projet d'arrêté royal
'portant exécution de
l'article 29 de la loi du
22 mai 2003 portant
organisation du budget et de la
comptabilité de l'État fédéral'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot uitvoering van
artikel 29 van de wet van
22 mei 2003 houdende
organisatie van de begroting
en van de comptabiliteit van
de federale Staat'

Le 3 novembre 2022, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Secrétaire d'État au Budget et à la Protection des consommateurs, adjointe au Ministre de la Justice et de la Mer du Nord à communiquer un avis, dans un délai de trente jours prorogé jusqu'au 20 décembre 2022 *, sur un projet d'arrêté royal 'portant exécution de l'article 29 de la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'État fédéral'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 19 décembre 2022. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Luc CAMBIER et Bernard BLERO, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Marianne DONY, assesseurs, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Roger WIMMER, premier auditeur et Xavier MINY, auditeur adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 19 décembre 2022.

* Par courriel du 7 novembre 2022.

*

Op 3 november 2022 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Staatssecretaris voor Begroting en Consumentenbescherming, toegevoegd aan de Minister van Justitie en Noordzee verzocht binnen een termijn van dertig dagen verlengd tot 20 december 2022, een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot uitvoering van artikel 29 van de wet van 22 mei 2003 houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 19 december 2022. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Luc CAMBIER en Bernard BLERO, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Marianne DONY, assessoren, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Roger WIMMER, eerste auditeur en Xavier MINY, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 19 december 2022.

* Bij e-mail van 7 november 2022.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

1. Selon le préambule, le fondement légal de l'arrêté en projet résiderait non seulement dans l'article 29 de la loi du 22 mai 2003 'portant organisation du budget et de la comptabilité de l'État fédéral' (alinéa 1^{er}), mais aussi dans les articles 9 à 16 de la loi-programme du 22 décembre 2008 (alinéa 2).

En ce qui concerne cette dernière loi, la section de législation n'aperçoit pas en quoi les dispositions mentionnées à l'alinéa 2 constitueraient des fondements légaux pertinents. Il est vrai que l'article 10, alinéa 2, de celle-ci prévoit une habilitation au Roi en vertu de laquelle

« [Il] peut, sur proposition du ministre qui a le Budget dans ses attributions, dispenser du visa préalable du contrôleur des engagements, les contrats et marchés ainsi que les arrêtés de collation de subventions dont le montant ne dépasse pas les sommes qu'Il détermine ».

Or, cette habilitation n'est pas mise en œuvre dans le présent projet.

Toutefois, si l'auteur du projet l'estime nécessaire à la compréhension du contexte juridique dans lequel se situe le projet, la loi figurant à cet alinéa 2 pourrait être reprise sous la forme d'un considérant qui sera placé après les visas ¹.

2. L'arrêté royal du 20 juillet 1964 'relatif au classement des grades hiérarchiques que peuvent porter les agents de l'administration de l'État' mentionné à l'alinéa 3 n'est ni modifié ni abrogé par l'arrêté en projet. De l'accord du fonctionnaire délégué, cet alinéa sera omis.

3. Lorsqu'un acte ne constitue pas le fondement juridique d'un arrêté mais fait partie du cadre juridique dans lequel il s'insère, sa mention ne doit pas faire l'objet de visas. En conséquence, les alinéas 5 à 7 apparaîtront, si nécessaire, sous forme de considérants ².

¹ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 40, formule F 3-3.

² *Ibidem*.

4. L'alinéa 12 indique que le projet est dispensé de l'analyse d'impact de la réglementation visée à l'article 5 de la loi du 15 décembre 2013 'portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative', dès lors qu'il concernerait des dispositions emportant une autorégulation de l'autorité fédérale. Cependant, en vertu de l'article 6 de cette même loi, il n'y a pas d'obligation de réaliser une telle analyse d'impact de la réglementation, parce qu'il ne s'agit pas d'un arrêté royal qui doit être délibéré en Conseil des ministres.

L'alinéa 12 sera par conséquent omis.

DISPOSITIF

Article 2

L'alinéa 1^{er} prévoit que l'arrêté en projet s'applique aux services mentionnés à l'article 2, alinéa 1^{er}, 1° à 4°, de la loi du 22 mai 2003 'portant organisation du budget et de la comptabilité de l'État fédéral'. Or, l'article 1^{er}, 3°, du projet définit déjà les services comme étant les services de l'État fédéral visés à l'article 2, alinéa 1^{er}, 1° à 4°, de la loi du 22 mai 2003.

Les mots « repris à l'article 2, alinéa 1^{er}, 1° à 4°, de la Loi » seront dès lors omis.

Article 3

Le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, définit le principe de « bonne gestion financière », qui est par ailleurs mentionné dans d'autres dispositions du projet d'arrêté.

Cette définition trouverait mieux sa place à l'article 1^{er} parmi les définitions qui y sont énoncées.

Article 4

La règle énoncée à l'article 4, telle que précisée et explicitée dans le rapport au Roi, paraît aller de soi, tout en étant formulée de manière particulièrement vague et, dès lors, imprécise. Elle sera soit omise, soit revue de manière à ce que sa portée soit plus clairement exprimée.

Article 6

L'alinéa 5 prévoit qu'

« Un ordonnateur peut, si nécessaire, intervenir au nom et/ou pour le compte d'un tiers pour lequel l'État fédéral est habilité à intervenir sur la base d'une convention ou d'un traité ».

Le rapport au Roi précise à cet égard que cet alinéa « a été ajouté notamment à la demande du Ministère de la Défense, où certaines personnes habilitées peuvent agir au nom ou pour le compte d'un tiers qui se fait représenter par le délégué de l'État fédéral belge dans le cadre de conventions ou traités internationaux ».

Interrogé quant à la portée plus précise de cette disposition, le fonctionnaire délégué a précisé ce qui suit :

« Ce tiers peut être soit un autre État, soit une institution établie par les États membres de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord, soit un organisme (autorité) public européen

Exemples :

– La Défense achète un certain nombre de dragueurs de mines au nom et pour le compte des Pays-Bas. La Défense répond à ses propres besoins en dragueurs de mines.

– La Défense a construit le nouveau siège d'EVERE au nom et pour le compte de l'OTAN.

Ce que la Défense peut et peut faire au nom et pour le compte du tiers, ainsi que les dispositions financières et autres arrangements administratifs, seront déterminés dans un accord ou un traité spécifique à conclure au préalable entre les deux parties.

Dans ce cadre, un cavalier budgétaire annuel [...] est donc inclus dans le budget général des dépenses [...] et les recettes et dépenses effectuées pour la commande sont gérées par des comptes de dépôt dans Fedcom (fonds virtuels). Ce cavalier budgétaire indique que la législation sur les marchés publics ainsi que les délégations correspondantes s'appliquent aux opérations de dépenses. Et, ces transactions sont soumises à l'avis de l'inspecteur des finances ».

Il s'indique d'intégrer ces développements et explications dans le rapport au Roi afin de mieux cerner la portée de la disposition.

Article 7

Le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, prévoit :

« Chaque acte susmentionné est pris conformément aux dispositions légales et réglementaires relatives aux marchés publics et aux concessions ainsi qu'à l'octroi de subventions ».

Interrogé sur la plus-value normative de cette disposition, le fonctionnaire délégué a précisé:

« C'est seulement pour qu'une décision de délégation puisse tenir compte de certaines limites qui existent également dans la réglementation des marchés publics.

Par exemple, certaines personnes ne seraient autorisées à agir que pour les petits marchés publics, tandis que les marchés publics plus importants seraient confiés à d'autres personnes plus expérimentées et plus responsables ».

Il en ressort néanmoins, que l'article 7, § 1^{er}, alinéa 2, tel qu'il est rédigé, n'ajoute rien à l'ordonnancement juridique.

En tout état de cause, cette disposition ne traduit pas adéquatement l'intention de son auteur, lequel entend que soient pris en compte, pour les délégations, les seuils consacrés par la réglementation en matière de marchés publics, de concessions et de subventions. Partant, la disposition sera soit omise, soit revue afin d'exprimer plus exactement la portée du dispositif compte tenu de l'intention poursuivie.

Article 29

L'alinéa 2 prévoit que la conservation de toutes les pièces justificatives qui ont servi de base aux opérations comptables « doit se faire avec maintien du contenu, de la structure, du contexte et des caractéristiques d'enregistrement ».

La disposition manque sur ce point de clarté et sera mieux expliquée, à tout le moins, dans le rapport au Roi.

Article 33

L'article 33 prévoit :

« Les dépenses suivantes sont exemptées du visa préalable du contrôleur des engagements :

– Les salaires et/ou traitements des membres du personnel des services de l'administration générale versés par le secrétariat qui s'occupe de l'administration des salaires et du personnel de l'administration fédérale ;

– Les indemnités en faveur des personnes handicapées et des travailleurs mineurs, la garantie de revenus aux personnes âgées et le revenu d'intégration sociale.

Le Ministre du Budget peut étendre la liste des dépenses exemptées du visa préalable du contrôleur des engagements.

Le contrôleur des engagements assure un suivi des dépenses et informe le Ministre [du Budget] des rythmes anormaux pouvant mener à un dépassement des articles budgétaires ».

L'article 29 de la loi du 22 mai 2003 ne mentionne ni ne permet un tel mécanisme d'exemption.

Dès lors, cette disposition ne paraît pas procurer de fondement juridique au dispositif à l'examen.

Sauf à pouvoir appuyer celle-ci sur un autre fondement juridique, que la section de législation n'aperçoit pas, l'article 33 en projet est, en l'état, dépourvu d'un fondement légal suffisant.

Article 47

Le paragraphe 3, prévoit :

« Si les dispositions légales ou réglementaires ne prévoient pas de dispositions spécifiques pour l'État fédéral ou pour l'une de ses composantes, il convient d'exécuter les circulaires rédigées par le Ministre du Budget ».

Comme la section de législation l'a souvent rappelé, ni les circulaires ni les directives ministérielles n'ont de valeur réglementaire de sorte qu'un texte qui a cette valeur ne peut s'y référer en leur conférant pareille portée³.

Ce paragraphe sera donc omis.

*

³ Voir les avis n° 38.581/3 donné le 5 juillet 2005 sur un projet devenu l'arrêté royal du 24 août 2005 'modifiant l'arrêté royal du 19 décembre 1967 portant règlement général en exécution de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants', l'observation 4 ; n° 50.548/4 donné le 28 novembre 2011 sur un projet devenu l'arrêté royal du 12 juillet 2012 'modifiant l'arrêté royal du 7 juillet 1994 fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les bâtiments nouveaux doivent satisfaire', l'observation générale 6 ; n° 54.171/2 donné le 14 octobre 2013 sur le projet devenu l'arrêté ministériel du 21 novembre 'portant exécution de l'article 5 de l'arrêté royal du 7 mai 2013 portant exécution de l'article 20^{sexies} de la loi du 3 juillet 1967 sur la prévention ou la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public, pour ce qui concerne les règles relatives au mode de transfert et de circulation des données' et n° 60.977/4 donné le 8 mars 2017 sur un projet devenu l'arrêté royal du 31 juillet 2017 'portant exécution des articles 20, § 2, alinéa 2, 78, alinéa 1^{er}, 80, alinéa 2, 86, alinéa 1^{er}, 87, § 2/1, 89, alinéa 1^{er}, et 96, alinéa 1^{er} de la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'État fédéral', l'observation sous l'article 6.

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

1. Volgens de aanhef zou het ontworpen besluit niet enkel rechtsgrond ontleen aan artikel 29 van de wet van 22 mei 2003 ‘houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat’ (eerste lid), maar ook aan de artikelen 9 tot 16 van de programmawet van 22 december 2008 (tweede lid).

Wat die laatste wet betreft, is het de afdeling Wetgeving niet duidelijk in welk opzicht de in het tweede lid vermelde bepalingen relevante rechtsgronden zouden zijn. Artikel 10, tweede lid, van die wet voorziet weliswaar in een machtiging aan de Koning op grond waarvan

“[Hij], op voordracht van de minister tot wiens bevoegdheid de Begroting behoort, de contracten en overeenkomsten alsook de besluiten tot toekenning van toelagen, waarvan het bedrag de door Hem bepaalde sommen niet overschrijdt, [kan] vrijstellen van het voorafgaand visum van de controleur der vastleggingen.”

Aan die machtiging geeft het voorliggende ontwerp evenwel geen uitvoering.

De wet waarnaar in dat tweede lid wordt verwezen, kan echter wel worden vermeld in de vorm van een overweging, die na de aanhefverwijzingen moet staan, indien de steller van het ontwerp dat nuttig acht voor een goed begrip van de juridische context van het ontwerp.¹

2. Het koninklijk besluit van 20 juli 1964 ‘betreffende de hiërarchische indeling van de graden waarvan de ambtenaren in de Rijksbesturen kunnen titularis zijn’ dat in het derde lid wordt vermeld, wordt niet gewijzigd noch opgeheven bij het ontworpen besluit. De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat dat lid moet worden weggelaten.

¹ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 40, formule F 3-3.

3. Een regeling die niet de rechtsgrond van een besluit vormt maar deel uitmaakt van het juridische kader waarin het besluit is uitgevaardigd, moet niet in de aanhefverwijzingen worden vermeld. Bijgevolg moeten het vijfde tot het zevende lid indien nodig in de vorm van overwegingen worden vermeld.²

4. In het twaalfde lid wordt aangegeven dat het ontwerp vrijgesteld is van de regelgevingsimpactanalyse bedoeld in artikel 5 van de wet van 15 december 2013 ‘houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging’, omdat het bepalingen zou betreffen die een autoregulering van de federale overheid inhouden. Op grond van artikel 6 van diezelfde wet is het echter niet verplicht een dergelijke regelgevingsimpactanalyse uit te voeren, omdat het niet gaat om een koninklijk besluit dat moet worden vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

Het twaalfde lid moet bijgevolg worden weggelaten.

DISPOSITIEF

Artikel 2

Het eerste lid bepaalt dat het ontworpen besluit van toepassing is op de diensten vermeld in artikel 2, eerste lid, 1° tot 4°, van de wet van 22 mei 2003 ‘houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat’. Artikel 1, 3°, van het ontwerp omschrijft de diensten echter reeds als de diensten van de federale staat zoals bedoeld in artikel 2, eerste lid, 1° tot 4°, van de wet van 22 mei 2003.

De woorden “vermeld in artikel 2, eerste lid, 1° tot 4°, van de Wet” moeten dan ook worden weggelaten.

Artikel 3

In paragraaf 1, eerste lid, wordt een definitie gegeven van het beginsel van “goed financieel beheer”, dat voorts nog in andere bepalingen van het ontwerpbesluit wordt vermeld.

Die definitie hoort veeleer thuis in artikel 1, bij de daarin vermelde definities.

Artikel 4

De in artikel 4 vervatte regel zoals verduidelijkt en geëxpliciteerd in het verslag aan de Koning, lijkt vanzelfsprekend maar is tegelijkertijd bijzonder vaag en bijgevolg onduidelijk geformuleerd. Hij moet ofwel worden weggelaten, ofwel worden herzien zodat de strekking ervan duidelijker naar voren wordt gebracht.

² *Ibidem.*

Artikel 6

Het vijfde lid bepaalt:

“Een ordonnateur kan, zo nodig, optreden in naam en/of voor rekening van een derde, voor dewelke de federale Staat gemachtigd is op te treden op basis van een overeenkomst of verdrag.”

In het verslag aan de Koning staat in dat verband dat dit lid “onder andere toegevoegd [werd] op vraag van het ministerie van Defensie waar bepaalde gemachtigde personen kunnen ageren in naam of voor rekening van een derde die zich door de vertegenwoordiger van de Belgische federale Staat laten vertegenwoordigen in het kader van internationale overeenkomsten of verdragen”.

Naar aanleiding van een vraag over de preciezere strekking van die bepaling heeft de gemachtigde ambtenaar de volgende precisering gegeven:

“Ce tiers peut être soit un autre État, soit une institution établie par les États membres de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord, soit un organisme (autorité) public européen

Exemples:

– La Défense achète un certain nombre de dragueurs de mines au nom et pour le compte des Pays-Bas. La Défense répond à ses propres besoins en dragueurs de mines.

– La Défense a construit le nouveau siège d'EVERE au nom et pour le compte de l'OTAN.

Ce que la Défense peut et peut faire au nom et pour le compte du tiers, ainsi que les dispositions financières et autres arrangements administratifs, seront déterminés dans un accord ou un traité spécifique à conclure au préalable entre les deux parties.

Dans ce cadre, un cavalier budgétaire annuel (...) est donc inclus dans le budget général des dépenses (...) et les recettes et dépenses effectuées pour la commande sont gérées par des comptes de dépôt dans Fedcom (fonds virtuels). Ce cavalier budgétaire indique que la législation sur les marchés publics ainsi que les délégations correspondantes s'appliquent aux opérations de dépenses. Et, ces transactions sont soumises à l'avis de l'inspecteur des finances.”

Het verdient aanbeveling die toelichting en die uitleg op te nemen in het verslag aan de Koning zodat de strekking van de bepaling beter afgebakend wordt.

Artikel 7

Paragraaf 1, tweede lid, bepaalt:

“Elk voormeld besluit wordt met inachtneming van de ter zake toepasselijke wettelijke en reglementaire bepalingen betreffende de overheidsopdrachten en de concessieovereenkomsten alsook inzake het toekennen van subsidies genomen.”

Naar aanleiding van een vraag over de normatieve meerwaarde van die bepaling, heeft de gemachtigde ambtenaar de volgende precisering gegeven:

“C’est seulement pour qu’une décision de délégation puisse tenir compte de certaines limites qui existent également dans la réglementation des marchés publics.

Par exemple, certaines personnes ne seraient autorisées à agir que pour les petits marchés publics, tandis que les marchés publics plus importants seraient confiés à d’autres personnes plus expérimentées et plus responsables.”

Daaruit blijkt desalniettemin dat artikel 7, § 1, tweede lid, zoals het momenteel is gesteld, niets bijdraagt aan de rechtsorde.

In ieder geval is die bepaling geen adequate weergave van de bedoeling van de steller, die inhoudt dat voor de delegaties rekening zou worden gehouden met de drempels die bij de reglementering inzake overheidsopdrachten, concessieovereenkomsten en subsidies zijn vastgelegd. De bepaling moet dan ook ofwel worden weggelaten, ofwel worden herzien zodat ze de strekking van het dispositief exacter verwoordt, rekening houdend met de nagestreefde doelstelling.

Artikel 29

Het tweede lid bepaalt dat de bewaring van alle verantwoordingsstukken die als basis hebben gediend voor de boekhoudkundige verrichtingen “moet gebeuren met behoud van inhoud, structuur, context en registratiekenmerken”.

De bepaling is op dat punt onduidelijk en moet, op zijn minst, beter worden uitgelegd in het verslag aan de Koning.

Artikel 33

Artikel 33 bepaalt:

“De volgende uitgaven zijn vrijgesteld van het voorafgaande visum van de controleur van de vastleggingen:

- de lonen en/of wedden van de personeelsleden van de diensten van het algemeen bestuur betaald door het secretariaat dat de loon- en personeelsadministratie van de federale overheid verzorgt;

- de vergoedingen ten gunste van personen met een handicap en van de minderjarige werknemers, de inkomensgarantie voor ouderen en het leefloon.

De Minister van Begroting kan de lijst van uitgaven die zijn vrijgesteld van het voorafgaande visum van de controleur van de vastleggingen uitbreiden.

De controleur van de vastleggingen volgt deze uitgaven op en brengt de Minister van Begroting op de hoogte van abnormale ritmes die kunnen leiden tot een overschrijding van begrotingsartikelen.”

In artikel 29 van de wet van 22 mei 2003 wordt een dergelijk vrijstellingsmechanisme vermeld noch mogelijk gemaakt.

Bijgevolg lijkt die bepaling geen rechtsgrond te bieden voor het voorliggende dispositief.

Als die bepaling niet kan steunen op een andere rechtsgrond – en de afdeling Wetgeving ziet niet in welke dat zou kunnen zijn – ontbeert het ontworpen artikel 33 momenteel een toereikende wettelijke grondslag.

Artikel 47

Paragraaf 3 bepaalt:

“Indien er geen specifieke bepalingen voor de federale staat of een van zijn onderdelen zijn voorzien in de wettelijke of reglementaire bepalingen moet men de door de Minister van Begroting opgemaakte omzendbrieven uitvoeren.”

Zoals de afdeling Wetgeving al vaker heeft opgemerkt, hebben circulaires noch ministeriële richtlijnen enige verordenende waarde, zodat een verordenende tekst er niet naar mag verwijzen door er een dergelijke strekking aan te verlenen.³

Die paragraaf moet dus worden weggelaten.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Martine BAGUET

³ Zie advies 38.581/3 van 5 juli 2005 over een ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 24 augustus 2005 ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 december 1967 houdende algemeen reglement in uitvoering van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen’, opmerking 4; advies 50.548/4 van 28 november 2011 over een ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 12 juli 2012 ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen’, algemene opmerking 6; advies 54.171/2 van 14 oktober 2013 over een ontwerp dat heeft geleid tot het ministerieel besluit van 21 november 2013 ‘houdende uitvoering van artikel 5 van het koninklijk besluit van 7 mei 2013 houdende uitvoering van artikel 20sexies van de wet van 3 juli 1967 betreffende de preventie van of de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector, voor wat betreft de regels voor de wijze van overdracht en doorstroming van de gegevens’; en advies 60.977/4 van 8 maart 2017 over een ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 31 juli 2017 ‘tot uitvoering van de artikelen 20, § 2, tweede lid, 78, eerste lid, 80, tweede lid, 86, eerste lid, 87, § 2/1, 89, eerste lid, en 96 eerste lid, van de wet van 22 mei 2003 houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat’, opmerking over artikel 6.